

Burundi : HRW exprime sa déception suite à l'expulsion de Neela Ghoshal

@rib News, 20/05/2010 Burundi : Le gouvernement annule le permis de travail d'une chercheuse de Human Rights Watch (New York, le 19 mai 2010) - Human Rights Watch a exprimé aujourd'hui sa déception suite à la décision du gouvernement burundais de retirer son autorisation de travail à Neela Ghoshal, chercheuse de Human Rights Watch au Burundi. Le gouvernement a pris sa décision à la suite de la publication la semaine dernière par Human Rights Watch d'un rapport sur la violence pré-électorale dans ce pays. « Nous nous portons garants de l'intégrité personnelle et du travail professionnel de Neela Ghoshal, qui depuis près de trois ans a mené des recherches sur les atteintes aux droits humains au Burundi », a déclaré Kenneth Roth, directeur exécutif de Human Rights Watch. « Son travail a été rigoureux, équilibré et objectif. Nous espérons aborder cette question aussitôt que possible avec le gouvernement burundais pour exhorter les autorités à réexaminer leur décision. »

Dans une lettre datée du 18 mai 2010, le ministre burundais des Relations extérieures a informé Neela Ghoshal que le gouvernement annulait son agrément en tant que représentante de Human Rights Watch au Burundi. La lettre demandait qu'elle cesse immédiatement ses activités et qu'elle quitte le pays « définitivement » d'ici le 5 juin. Le gouvernement a indiqué qu'il basait sa décision sur ses critiques du récent rapport de Human Rights Watch sur la violence politique dans la période pré-électorale. Le gouvernement a affirmé, entre autres choses, que le rapport fait preuve d'un parti pris contre le gouvernement et le parti au pouvoir. « Human Rights Watch défend l'écrit et l'importance de ce rapport », a ajouté Kenneth Roth. « Le rapport est basé sur une recherche de terrain méticuleuse effectuée durant plusieurs mois, et met en évidence des atteintes aux droits humains commises par toutes les parties - et pas seulement par le gouvernement ou le parti au pouvoir. » La décision du gouvernement d'expulser Neela Ghoshal survient moins de six mois après l'expulsion de l'ancien chef du Bureau International des Nations Unies au Burundi (BINUB), Youssef Mahmoud, en décembre 2009. Le gouvernement l'avait accusé d'être trop proche de l'opposition politique. Deux anciens responsables de la mission de l'ONU au Burundi ont également reçu l'ordre de partir en 2006 sur la base d'accusations similaires.